



L'avenir de l'Ecole Publique est gravement menacé

Dans un contexte où le ministre de l'Education jette sans cesse le discrédit sur l'Ecole Publique, notamment en trompant l'opinion sur les performances de l'école française, où il méprise les parents d'élèves, multiplie les déclarations insultantes à l'égard des enseignants... **Les choix gouvernementaux portent atteinte au Service Public d'Education tout entier, à sa capacité à prendre en charge tous les élèves dans leur diversité, sur l'ensemble du territoire.**

- suppression de la carte scolaire, qui institue la concurrence entre écoles et accélère la formation de ghettos scolaires
- mise en oeuvre de « nouveaux » programmes préjudiciables à la réussite de tous les élèves, après une mascarade de concertation, menée dans la précipitation
- diminution de 2 h du temps hebdomadaire d'enseignement pour tous (l'équivalent de 3 semaines par an !) et réorganisation de la semaine à marche forcée
- disparition programmée des IUFM, revenant à supprimer la formation professionnelle des enseignants, au lieu de chercher à l'améliorer
- à la rentrée 2008, suppression de 11200 postes dans l'Education, ce qui conduit à une profonde dégradation des conditions d'accueil et d'enseignement pour les élèves : classes surchargées, moyens de remplacement réduits, nominations d'enseignants sur 2 voire 3 établissements au détriment du suivi des élèves, réduction de l'offre de formation, suppression du service des bourses dans 7 départements sur 8 dans l'académie etc. etc
- étranglement financier des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public.

Le budget 2009 accentue la logique de diminution des moyens affectés à l'Ecole :

- la suppression brutale de 3 000 postes d'enseignants spécialisés des RASED (réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté), tout en proclamant vouloir diviser par 3 le taux d'élèves en grande difficulté scolaire et en tentant de faire croire que la mise en place des 2 h d'aide personnalisée pourrait remplacer le travail des enseignants spécialisés
- la baisse de 30 % des postes mis au concours en 2009 dans le 1° degré (3000 postes)
- Au total : suppression de 6000 postes dans les écoles, 5500 postes dans les lycées et collèges, de 500 postes de personnels administratifs, de 950 postes dans le supérieur et la recherche. Du jamais vu !
- La suppression de 500 postes mis à disposition des associations et la baisse de leurs subventions

D'autres « réformes » préjudiciables pour l'Ecole seront mises en place en 2009 :

- création de l'Agence nationale du remplacement, qui pourrait employer des personnels précaires recrutés au coup par coup, à la place de titulaires formés, comme actuellement.
- création des EPEP, établissements du premier degré, préparant la mise en concurrence des écoles et la dérégulation du Service Public, garant de l'égalité sur tout le territoire.
- suppression de la scolarisation en maternelle entre 2 et 3 ans, remplacée par un « jardin d'éveil » à la charge des communes et des familles, premier pas vers la suppression de la maternelle avant 5 ans...
- réforme des lycées dont l'objectif pédagogique est moins clair que l'objectif budgétaire, imposée à marche forcée, laissant parents et personnels dans l'incertitude la plus totale.

Ca suffit ! Agissons

Ensemble, parents, enseignants, personnels de l'éducation et des associations, étudiants, lycéens, citoyens...

Manifestons pour stopper le chantier de démolition de l'Ecole Publique et exiger le développement d'un Service Public d'Education de qualité

Samedi 13 décembre 10h

Place Jean Jaurès à St Gaudens